



ACCORD-CADRE

REGLEMENT DE CONSULTATION

Fourniture d'électricité et de gaz naturel à l'usage des bâtiments et équipements de la Ville de Lambersart

Le pouvoir adjudicateur :

Ville de LAMBERSART
19 avenue Georges Clémenceau
BP 90019
59 831 LAMBERSART

REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE

(Toute offre papier sera rejetée)

Etablie en application du Code de la commande publique - Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018

**La procédure utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert**

Date et heure limites de remise des offres : **lundi 6 mai 2024 à 12:00**

Sommaire

| | | |
|--------------------|--|-----------|
| ARTICLE 1. | GENERALITES | 3 |
| ARTICLE 2. | OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| 2.1 - | Objet et étendue de l'accord-cadre | 3 |
| 2.2 - | Type d'accord-cadre | 3 |
| 2.3 - | Publicité | 3 |
| 2.4 - | Division en lots | 3 |
| 2.5 - | Nomenclature européenne | 4 |
| 2.6 - | Durée de l'accord-cadre | 4 |
| 2.7 - | Date prévisionnelle de commencement des livraisons | 4 |
| ARTICLE 3. | CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 4 |
| 3.1 - | Délai minimum de validité des offres | 4 |
| 3.2 - | Conditions de participation des concurrents | 4 |
| 3.3 - | Langue et devise pouvant être utilisées dans la candidature ou l'offre | 4 |
| 3.4 - | Variantes | 4 |
| 3.5 - | Conditions particulières d'exécution | 5 |
| ARTICLE 4. | CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| ARTICLE 5. | PROCÉDURE | 5 |
| ARTICLE 6. | CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 6 |
| 6.1 - | Pièces de la candidature | 6 |
| 6.2 - | Pièces de l'offre | 7 |
| ARTICLE 7. | SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 8 |
| 7.1 - | Examen des candidatures | 8 |
| 7.2 - | Sélection des titulaires de l'accord-cadre | 8 |
| ARTICLE 8. | MODALITÉS ET DÉLAIS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 10 |
| ARTICLE 9. | NÉGOCIATION | 14 |
| ARTICLE 10. | RECOURS | 14 |
| ARTICLE 11. | RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES | 15 |

1 GENERALITES

La présente consultation concerne la passation d'un accord-cadre pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel à l'usage des bâtiments et équipements de la Ville de Lambersart.

Le pouvoir adjudicateur est : Ville de Lambersart

Les volumes estimatifs annuels de consommation sont les suivants :

- 3 200 MWh/an pour l'électricité tous tarifs confondus,
- 2 500 MWh/an pour le gaz naturel.

Le détail des données techniques et de consommations est présenté en annexe 1 du CCATP.

A titre indicatif, les montants dépensés en 2023 sont les suivants :

- Lot 1 : 1 200 000 € TTC /an
- Lot 2 : 280 000 € TTC/an
- Lot 3 : 550 000 € TTC/an

Soit un montant global annuel de 2 030 000 € TTC.

2 OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 - Objet et étendue de l'accord-cadre

La présente consultation vise à conclure un accord-cadre dont l'objet, décrit plus précisément dans le CCATP, est la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel pour alimenter les points de livraison exploités par la ville de Lambersart.

2.2 - Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne la passation de marchés subséquents de fourniture. L'accord-cadre et ses marchés subséquents sont conclus en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre sera conclu avec des volumes maximum en kWh/an :

lot 1 : 4 800 000

lot 2 : 1 520 000

lot 3 : 6 000 000

L'accord-cadre sera conclu avec **quatre** titulaires sous réserve d'un nombre suffisant d'offres pour chaque lot.

Les marchés subséquents issus du présent accord-cadre seront attribués dans les conditions définies au CCATP.

2.3 - Publicité

Conformément à la réglementation, le présent accord-cadre a fait l'objet d'une publication d'un avis d'appel à concurrence au Journal officiel de l'Union européenne et au BOAMP.

2.4 - Division en lots

Le présent accord-cadre est alloué en 3 lots :

- Lot 1 : « Electricité pour usage général et situations événementielles - Segments C3 (HTA), C4 (BT>36 KVA) et C5 hors éclairage public et illuminations des bâtiments (BT<36 KVA) »

- Lot 2 : « Electricité pour l'éclairage public et les illuminations de bâtiments - Segments C5 (BT<36 KVA) »
- Lot 3 : « Gaz Naturel »

Les candidats pourront formuler des offres pour un ou plusieurs lots.
Le détail des lots figure en annexe 1 au CCATP.

2.5 - Nomenclature européenne

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- 09123000 Gaz Naturel
- 09310000 Electricité

2.6 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de sa notification.

2.7 - Date prévisionnelle de commencement des livraisons

A titre indicatif, il est envisagé que le début de fourniture pour le premier marché subséquent intervienne à partir du 1er août 2024 pour une période de deux ans.

3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Délai minimum de validité des offres

Durée de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres. Ce délai ne concerne que l'offre remise pour le présent accord-cadre, et non les marchés subséquents pris sur son fondement.

3.2 - Conditions de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer avant l'attribution, aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre, conformément à l'article R.2142-22 du Code de la commande publique.

Après l'attribution du marché et afin de sauvegarder ses intérêts au regard de l'objet du marché, en cas de groupement conjoint, le pouvoir adjudicateur impose, que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles envers lui. La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché sauf en application des exceptions prévues à l'article R.2142-26 du Code de la commande publique.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements pour l'ensemble du marché ou des lots de la consultation.

En cas de non-respect de cette disposition par l'un des candidats et conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, sa candidature individuelle et au sein d'un ou de plusieurs groupements sera déclarée irrecevable et sera éliminée.

3.3 - Langue et devise pouvant être utilisées dans la candidature ou l'offre

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euros.

Dans l'hypothèse où un candidat produirait un document émanant d'une administration non francophone, ce document devra être accompagné de la traduction en langue française faisant foi.

3.4 - Variantes

Au stade de la consultation pour l'accord-cadre aucune variante n'est autorisée.

La Ville de Lambersart se réserve la possibilité d'autoriser des variantes au stade de la passation de chaque marché subséquent.

3.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles R. 2113-7 et R.2113-8 du Code de la commande publique.

4 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de Consultation,
- L'Acte d'Engagement,
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes,
- Les bordereaux de prix indicatif et détails quantitatifs estimatifs.
- Le cadre de réponse technique

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que la Ville de Lambersart pourra apporter, au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des offres, des compléments aux documents de la consultation de l'accord-cadre. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié ou complété sans pouvoir élever une réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 PROCÉDURE

Le présent accord-cadre est passé en application d'une procédure d'appel d'offres ouvert au sens des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

La procédure se déroulera comme suit :

1^{er} temps : Passation d'un accord-cadre multi-attributaires :

- Analyse des candidatures et des offres,
- Notification de l'accord-cadre aux sociétés titulaires.

2^e temps : Passation d'un premier marché subséquent avec l'une des sociétés titulaires de l'accord-cadre :

- Le Pouvoir Adjudicateur fait parvenir aux sociétés les conditions spécifiques du marché subséquent pour une remise en concurrence conforme au code de la commande publique ;
- Les sociétés remettent une offre financière qui les engage ;

- Notification du marché subséquent au titulaire dans le délai de validité de l'offre, les entreprises non-retenues étant également informées de cette décision et des motifs du choix. L'acte d'engagement sera notifié par voie postale.

3^e temps : Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à la passation d'autant de marchés subséquents que nécessaire, en application de la procédure ci-avant.

6 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 - Pièces de la candidature

Le candidat produira les pièces suivantes:

- Pièce 1. DC 1 ou équivalent (lettre de candidature, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> ,
- Pièce 2. DC2 ou équivalent (déclaration du candidat, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> , rubriques D1 et F pas obligatoire)
- Pièce 3. Preuve d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché subséquent ;
- Pièce 4. Présentation d'une liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Pièce 5. Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Pièce 6. Certificats de qualifications professionnelles et références. Le pouvoir adjudicateur précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat, dans le cadre de marchés multisites comparables ;
- Pièce 7. Une copie de l'autorisation de fourniture délivrée par le ministre chargé de l'énergie exigée conformément article L333-1 du code de l'énergie.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 6 jours francs à compter de la date de réception de la demande du pouvoir adjudicateur le dossier complet original de son offre, ainsi que les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir Adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution de l'accord-cadre, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs économiques.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Pouvoir Adjudicateur constate que les pièces visées ci-avant sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours calendaires toutes les pièces et/ou informations manquantes exigées par le présent règlement.

Les candidats sont invités à s'assurer que l'ensemble des pièces listées ci-avant sont bien présentes dans leur dossier de candidature.

6.2 - Pièces de l'offre

L'offre du candidat comprendra :

- L'Acte d'Engagement : à compléter, ;
- Le RIB
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes
- Le bordereau de prix indicatif (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) à compléter ;
Le candidat veillera à détailler ses prix conformément aux rubriques du bordereau de prix ;
- Le mémoire qualitatif du candidat, détaillant la valeur qualitative de **25 pages maximum souhaitées**, hors annexes, selon le modèle joint au dossier de consultation, justifiant les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.

Le mémoire technique devra comprendre notamment :

I - Qualité de la relation client

Le titulaire décrira la relation clientèle et notamment :

- les échanges et réunions proposées avec le titulaire (nature, fréquence)
- la méthodologie de transition entre ancien et nouveau contrat (Gestion de la bascule : modalités, délais...)
- la procédure de raccordement ajout ou suppression de points de livraison en cours de marché subséquent
- la flexibilité accordée pour l'ajout ou la suppression de points de livraison en cours de marché subséquent.
- la procédure pour des demandes d'ouverture de branchement provisoire
- les dispositions prévues pour optimiser les coûts d'acheminement

II – Qualité, fonctionnalité, ergonomie de l'outil de suivi en ligne

Le titulaire précisera notamment :

- les fréquences de mise à jour des données de consommation et de facturation sur l'espace en ligne,
- les caractéristiques du service d'alerte en ligne : type d'alerte, paramétrage, mode de communication.
- les modalités de gestion des échanges via l'espace client,
- l'accompagnement prévu pour former les collaborateurs de la ville de Lambersart à l'utilisation de l'outil en ligne,
- les autres fonctionnalités de l'outil qui n'auraient pas été listées dans les attentes de la Ville de Lambersart.

III - Qualité du modèle de facturation

Le titulaire devra présenter :

- sa capacité à émettre des factures regroupant plusieurs points de livraison
- les modalités de personnalisation de champs présents sur la facture
- la procédure pour garantir la conformité des factures,

IV - Information sur les prix

Le titulaire présentera :

- sa capacité à proposer une offre intégrant une part d'ARENH (lot 1 et 2) et les formules de révision du prix associées à cette offre,
- sa capacité à proposer une offre de fourniture à prix indexé marché et les formules de révision du prix associées à cette offre,

- sa capacité à proposer une offre de fourniture avec prix fragmenté par prises de position et les modalités de mise en œuvre de cette offre,
- sa capacité à fournir de l'énergie verte dans le cadre d'un marché subséquent et l'accompagnement prévu auprès de la Ville de Lambersart afin de suivre les volumes de garanties d'origines livrées et communiquer sur ses engagements en faveur de la transition énergétique (lot 1 et 2) .

Ce mémoire constitue une pièce contractuelle et, à ce titre, engage les Titulaires de l'accord-cadre.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur feront seuls foi.

7 SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 - Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères relatifs à la candidature sont les compétences professionnelles, techniques et financières. Le pouvoir adjudicateur vérifiera :

- la recevabilité des candidatures et le caractère complet du dossier,
- la capacité des candidats à exécuter la prestation.

L'analyse se fera au vu des pièces fournies par les candidats, en réponse à celles demandées ci-dessus.

7.2 - Sélection des titulaires de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Critères de jugement des offres pour l'attribution de l'accord-cadre :

1 Prix des prestations (pondération : 10 %)

La détermination du classement des candidats sera réalisée par application des conditions tarifaires proposées aux Consommations de Référence soumises dans le bordereau de prix du présent dossier. Les prix présentés intégreront les services indiqués dans le mémoire qualitatif des offres de l'accord-cadre et répondront au minimum aux exigences du marché subséquent et de l'accord-cadre.

L'analyse des offres financières sera basée sur les prix annuels en € TTC définis par les prix unitaires appliqués aux quantités déclarées tels que présentées dans le Détail Estimatif Quantitatif.

Chaque candidat se verra attribuer une note calculée de la manière suivante :

Note du candidat = (Prix le plus bas / prix du candidat) X coeff de pondération

L'offre la plus basse, non anormalement basse, obtiendra 10 points.

2 Valeur qualitative (pondération : 90 %)

Les offres seront jugées sur la base de caractéristiques qualitatives des prestations et appréciées selon les critères présentés dans la grille ci-après.

La valeur qualitative comptera pour 100 points répartis comme suit :

| Critères | Types d'informations attendues* | Nombre de points |
|---|---|------------------|
| 1 - Qualité de la relation client | 1.1. Réunions périodiques 1.2. Méthodologie de transition entre ancien et nouveau contrat – gestion de la bascule (procédure, délais) 1.3. Procédure de raccordement ajout ou suppression de points de livraison en cours de marché 1.4. Seuils de flexibilité pour l'ajout ou la suppression de point de livraison 1.5. Procédure d'ouverture de branchements provisoires 1.6. Prestation d'optimisation tarifaires | 30 points |
| 2 – Qualité, fonctionnalité, ergonomie de l'outil de suivi en ligne | 2.1. Fréquence de mise à jour des données accessibles sur l'outil en ligne 2.2. Caractéristiques du service d'alerte en cas de dérive de consommation 2.3. Gestion des échanges depuis l'outil en ligne 2.4. Formation : utilisation de l'outil en ligne (organisation, supports, délais) 2.5. Fonctionnalités supplémentaires par rapport aux exigences minimales prévues dans le marché | 30 points |
| 3 - Qualité du modèle de facturation | 3.1. Capacité à émettre des regroupements de factures 3.2. Références personnalisables sur la facture (nature, modalités de modification des champs, délais de mise en œuvre de la modification) 3.3. Procédure mise en œuvre afin de garantir la conformité des factures 3.4. Gestion des litiges et des réclamations clients | 20 points |
| 4 – Informations sur les prix | 4.1. Capacité à proposer une offre de fourniture à prix indexé marché 4.2. Capacité à mettre en œuvre une clause de « Swap » dans le cadre d'un marché subséquent. 4.3. Capacité à fournir de l'énergie verte dans le cadre d'un marché subséquent (origine, procédure pour garantir la traçabilité, impact sur le prix de fourniture). | 20 points |

* Les informations attendues ne sont pas limitatives et pourront être complétées par le candidat.

Chaque candidat obtiendra une note qualitative attribuée au regard du contenu de son mémoire qualitatif.

Note de la valeur qualitative

[Pondération sur 100 « Valeur qualitative »] x [note qualitative du candidat / note qualitative la plus importante]

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8 MODALITÉS ET DÉLAIS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au **lundi 6 mai 2024 à 12h00**, délai de rigueur.

Les offres qui seraient réceptionnées après la date et l'heure limite ci-dessus ne seront pas retenues, et seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Plateforme également accessible par le site de la commune: <https://www.lambersart.fr/commande-publique>

Démarche à adopter sur la plateforme pour télécharger le dossier de consultation et avoir la possibilité de déposer une offre :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles,

Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : Commune de Lambersart – Service Marchés Publics - 19 avenue Georges Clemenceau – BP 90019 – 59831 Lambersart cedex

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation, lors du dépôt de l'offre.

Au stade de l'attribution des offres, la signature électronique du contrat par les attributaires est exigée.

Pour la transmission des documents il est conseillé de signer électroniquement au format PAdES. Cependant, les formats XAdES, CAdES sont acceptés. Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

Outils requis pour faire une réponse électronique:

Le candidat doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils compatibles avec la plateforme de dématérialisation, pour être en mesure de déposer une candidature et/ou une offre électronique, en plus de ses logiciels bureautique habituels.

Pour pouvoir faire une offre électronique, le candidat doit s'assurer de répondre aux pré-requis techniques de la plateforme du Pouvoir adjudicateur. A ce titre, le candidat doit se diriger sur le lien utile "pré-requis" existant sur la plateforme de dématérialisation: <https://marchespublics596280.fr>

Le Pouvoir adjudicateur informe que la date retenue pour constater la réception des plis est la date et heure de **FIN DE TELECHARGEMENT DES PLIS SUR LA PLATE-FORME.**

Pour la transmission de plis volumineux de candidature et d'offre, l'entreprise doit prendre en compte le DELAI DE TRANSMISSION DES PLIS sur le réseau INTERNET, en fonction de ses propres capacités techniques et de raccordement à Internet.

En tout état de cause, leur transmission complète devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiée dans l'avis d'appel public à la concurrence et le présent Règlement de Consultation, sous peine de devoir qualifier les plis « hors délai » et de les rendre non recevables par le pouvoir adjudicateur.

Par conséquent, il convient d'anticiper autant que possible le début de la transmission électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'adresse mail renseignée dans le paramétrage du compte AWS et utilisée lors du dépôt de la candidature et de l'offre doit être valide et relevée régulièrement.

FORMATS: POUR LES DOCUMENTS EXIGÉS PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR, LES FORMATS AUTORISÉS EN RÉPONSE SONT: PDF POUR TOUTES LES PIÈCES DE L'OFFRE. DE PLUS, UNE VERSION DE LA DPGF DEVRA ÊTRE TRANSMISE EN FORMAT MODIFIABLES (EXCEL PAR EXEMPLE).

SI L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE SOUHAITE TRANSMETTRE DES DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES AUTRES QUE CEUX EXIGÉS PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR ALORS IL LUI APPARTIENT DE TRANSMETTRE CES DOCUMENTS DANS DES FORMATS RÉPUTÉS "LARGEMENT DISPONIBLES" (EX: LIBRE OFFICE, WORD 97-2003, POWERPOINT 97-2003, RTF, DWG, JPG, AVI...). LE POUVOIR ADJUDICATEUR OUVRIRA LES PIÈCES EN FORMAT LIBRE OFFICE.

Contrôle anti-virus :

Avant tout dépôt d'offre, le candidat devra procéder à un contrôle anti-virus des fichiers constitutifs (candidature et offre).

Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité, et seront réputées n'avoir jamais été déposées.

IL APPARTIENT AU SOUMISSIONNAIRE DE DISPOSER D'UN SYSTÈME DE CONTRÔLE DES VIRUS INFORMATIQUES ET DE S'ASSURER QUE LES FICHIERS REMIS SONT EXEMPTS DE VIRUS.

Présentation de l'offre électronique:

Les documents constitutifs de la candidature doivent être regroupés dans un répertoire intitulé "**Candidature**" (documents énumérés au 5.1 ci-avant).

Les documents constitutifs de l'offre doivent être regroupés dans un répertoire intitulé "**Offre**" (documents énumérés au 5.1 ci-avant).

Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (01, 02, 03 ...). **Veillez également à mettre des intitulés de fichiers courts pour éviter des blocages lors de l'ouverture de l'offre par le pouvoir adjudicateur.**

Tous les répertoires sont regroupés dans un seul fichier: Documents.zip.

Ce fichier est inséré dans l'enveloppe unique mise à votre disposition.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'adresse mail renseignée dans le paramétrage du compte AWS et utilisée lors du dépôt de la candidature et de l'offre doit être valide et relevée régulièrement. Il convient d'indiquer en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat devra avoir vérifié que les mails provenant de la plateforme AWS lui parviennent.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

La Commune de Lambersart ne pourra pas être tenue pour responsable en cas de non prise en compte des mails envoyés.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : Commune de Lambersart – Service Marchés Publics - 19 avenue Georges Clemenceau – BP 90019 – 59831 Lambersart cedex

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

9 NÉGOCIATION

Aucune négociation ne sera faite.

10 RECOURS

Instance chargée des recours :

Tribunal Administratif de Lille
143 Rue Jacquemars Gielée
59800 Lille

Tél. 03 59 54 23 42

Fax. 03 59 54 24 45

URL: <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges
1 rue du Préfet Erignac
CO 60 031
54038 NANCY
Tél : 03 83 34 25 65
Fax : 03 83 34 22 24

Modalités de présentation des recours :

Les recours peuvent être introduits devant le Tribunal Administratif de Lille sur le fondement :

-soit de l'article L 551-1 (référé précontractuel) du code de justice administrative jusqu'à la signature du contrat ;

- soit de l'article R 421-1 du Code de justice administrative dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet de la candidature ou de l'offre ;

- soit de l'article L551-13 (référé contractuel) du code de justice administrative dans un délai de 31 jours au plus tard suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de publication de l'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Ce recours contre la validité du contrat devant le juge du plein contentieux peut être assorti le cas échéant d'une demande de suspension sur la base de l'article L 521 -1 du Code de justice

11 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : correspondre@aws-france.com

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.